

CERTIFICAT DE MODIFICATION

Loi sur les compagnies, Partie IA
(L.R.Q., chap. C-38)

J'atteste par les présentes que la compagnie

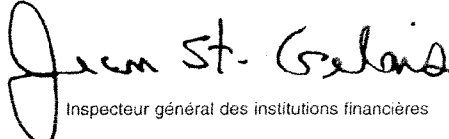
RESSOURCES MENGOLD INC.

et sa ou ses version(s)

MENGOLD RESOURCES INC.

a modifié ses statuts le **27 OCTOBRE 2003**, en vertu de la
partie IA de la Loi sur les compagnies, comme indiqué dans
les statuts de modification ci-joints.

*Déposé au registre le 31 octobre 2003
sous le matricule 1143924604*


Inspecteur général des institutions financières



1 Dénomination sociale

RESSOURCES MENGOLD INC. / MENGOLD RESOURCES INC.

2 ☐ Requête présentée en vertu de l'article 123.140 et suivants de la Loi sur les compagnies

3 Les statuts de la compagnie sont modifiés de la façon suivante :

4 Date d'entrée en vigueur, si différente
de la date du dépôt (voir directives)

27 octobre 2003

5 Dénomination sociale (ou numéro matricule) antérieure à la
modification, si différente de celle mentionnée à la case 1

RESSOURCES MENORA INC. / MENORA RESOURCES INC.

Si l'espace est insuffisant, joindre une annexe en deux (2) exemplaires.

Signature de
l'administrateur autorisé



Réservé à l'administration

C-215 (Rév. 2003-05) 



Gouvernement du Québec
Déposé le

24 OCT. 2003

L'Inspecteur général des
Institutions financières



Gouvernement du Québec
L'inspecteur général
des institutions financières

CERTIFICAT DE CONTINUATION
Loi sur les compagnies
(L.R.Q., chap. C-38)

Partie IA

J'atteste par les présentes que la compagnie

RESSOURCES MENORA INC.

*a continué son existence, sous l'autorité
de la partie IA de la Loi sur les compa-
gnies, tel qu'indiqué dans les statuts de
continuation ci-joints.*

Le 1987 12 29



Gouvernement
du Québec
L'inspecteur
général des
institutions
financières

Jean-Louis Beaudet.
inspecteur général des institutions financières

1275-2549



Gouvernement du Québec
L'inspecteur général
des institutions financières

Formulaire 7
STATUTS DE CONTINUATION
Loi sur les compagnies
Partie 1A

1 Dénomination sociale ou numéro matricule RESSOURCES MENORA INC. et sa version anglaise MENORA RESOURCES INC.		
2 District judiciaire du Québec où la compagnie établit son siège social Montréal	3 Nombre précis ou nombres minimal et maximal des administrateurs Minimum 3 - maximum 9	4 Date d'entrée en vigueur si postérieure à celle du dépôt Pas applicable
5 Description du capital-actions Un nombre illimité d'actions sans valeur au pair.		
6 Restrictions sur le transfert des actions, le cas échéant Pas applicable.		
7 Limites imposées à son activité, le cas échéant Pas applicable.		
8 Autres dispositions Pas applicable.		
9 Dénomination sociale (ou numéro matricule) antérieure à la continuation, si différente de celle mentionnée à la case 1. Pas applicable.		

Signature de
l'administrateur autorisé

Fonction du
signataire

SECRÉTAIRE-TRESORIER

Réservé à l'administration



Gouvernement
du Québec
Dépose le

1987-12-29

L'inspecteur général des
Institutions financières

12752549

RESSOURCES MENORA INC.

MENORA RESOURCES INC.

REGLEMENT SPECIAL "1987-1"
pour continuer la Compagnie en vertu de la
Partie 1A de la Loi sur les compagnies (Québec)

1. La Compagnie est par les présentes autorisée à se continuer en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies (Québec) (la "Loi");

2. Les statuts de continuation de la Compagnie, selon la forme et dans les termes du contrat joint aux présentes comme Annexe A et qui en fait partie, sont par les présentes adoptés;

3. Les Lettres Patentes datées du 16 février 1945, incorporant la Compagnie en vertu de la Loi sur les compagnies minières (Québec), et les Lettres Patentes supplémentaires datées du 16 mai 1949, 14 avril 1951, 17 juin 1954, 12 juillet 1955, 18 mai 1961, 4 mars 1968 et 2 mai 1983, sont par les présentes amendées en remplaçant toutes les dispositions de l'Acte d'Incorporation de la Compagnie par les dispositions énoncées dans lesdits statuts de continuation sans pour autant affecter la validité des actes posés, suite audit Acte d'Incorporation.

4. Les administrateurs de la Compagnie peuvent, dans l'attente de la préparation et de la délivrance par l'Inspecteur général des institutions financières en vertu de la Partie 1A de la Loi du certificat de constitution attestant la continuation de la Compagnie, annuler ce règlement; et

5. Tout administrateur de la Compagnie est par les présentes autorisé, pour et au nom de la Compagnie, à signer lesdits statuts de continuation et tout avis ou document requis à cet égard, et à les déposer auprès de l'Inspecteur général des institutions financières en vertu de la Partie 1A de la Loi, et est également autorisé à poser tout geste et à faire toute chose qu'il jugera nécessaire ou avantageux pour continuer l'existence de la Compagnie en vertu de la Partie 1A de la Loi.

Adopté par les administrateurs le 22 mai 1987.

Approuvé, ratifié et confirmé par les actionnaires le 29 juin 1987.

Signé ce 24 juillet 1995.



Michael Smith, président



Donald A. Humby, secrétaire

ANNEXE A



Gouvernement du Québec
L'inspecteur général
des institutions financières

Formulaire 7
STATUTS DE CONTINUATION
Loi sur les compagnies
Partie 1A

1 Dénomination sociale ou numéro matricule RESSOURCES MENORA INC. et sa version anglaise MENORA RESOURCES INC.		
2 District judiciaire du Québec où la compagnie établit son siège social Montréal	3 Nombre précis ou nombres minimal et maximal des administrateurs Minimum 3 - maximum 9	4 Date d'entrée en vigueur si postérieure à celle du dépôt Pas applicable
5 Description du capital-actions Un nombre illimité d'actions sans valeur au pair.		
6 Restrictions sur le transfert des actions, le cas échéant Pas applicable.		
7 Limites imposées à son activité, le cas échéant Pas applicable.		
8 Autres dispositions Pas applicable.		
9 Dénomination sociale (ou numéro matricule) antérieure à la continuation, si différente de celle mentionnée à la case 1. Pas applicable.		

Signature de l'administrateur autorisé _____ Fonction du signataire _____

Réservé à l'administration

RESSOURCES MENORA INC.

MENORA RESOURCES INC.

SPECIAL BY-LAW "1987-1"
to continue the Company under
Part 1A of the Companies Act (Quebec)

1. The Company is hereby authorized to continue under Part 1A of the Companies Act (Quebec) (the "Act");
2. The Articles of Continuance of the Company, in the form and terms of the draft annexed hereto as ANNEX A to form part hereof, are hereby adopted;
3. The Letters Patent dated February 16, 1945, incorporating the Company under the Mining Companies Act (Quebec), and the Supplementary Letters Patent dated May 16, 1949, April 14, 1951, June 17, 1954, July 12, 1955, May 18, 1961, March 4, 1968 and May 2, 1983, are hereby amended by substituting for all of the provisions of the Deed of Incorporation of the Company the provisions set out in said Articles of Continuance without affecting the validity of any act done pursuant to the said Deed of Incorporation;
4. The directors of the Company may, before the Certificate certifying the Continuance of the Company is prepared by the Inspecteur général des institutions financières under Part 1A of the Act, cancel this by-law; and
5. Any director of the Company is hereby authorized to sign, for and on behalf of the Company, the said Articles of Continuance and any notice or document necessary or desirable, to file such documents with the Inspecteur général des institutions financières in conformity with Part 1A of the Act and to do all acts or things as may be considered necessary or desirable to continue the Company under Part 1A of the Act.

Adopted by the directors on May 22, 1987.

Approved, ratified and confirmed by the shareholders on June 29, 1987.

Signed July 24, 1995.



Michael Smith, President



Donald A. Humby, secrétaire

ANNEX A

Form 7

ARTICLES OF CONTINUANCE

The Companies Act

Part 1A

1 Corporate name or designating number RESSOURCES MENORA INC. and its English version MENORA RESOURCES INC.		
2 Quebec judicial district where Company has set up its head office Montreal	3 Precise number or minimum and maximum number of directors Minimum 3 - maximum 9	4 Effective date if subse- quent to that of filing Not applicable
5 Description of share capital An unlimited number of shares without par value.		
6 Restrictions on transfer of shares, if any Not applicable		
7 Limitations on Company activity, if any Not applicable		
8 Other Provisions Not applicable		
9 Corporate name or designating number, prior to continuance (if different from that mentioned in item 1) Not applicable		

Signature of
authorized director _____Post occupied
by signatory _____

For departmental use only

RESSOURCES MENORA INC.

MENORA RESOURCES INC.

REGLEMENT SPECIAL "B"

Promulgation des nouveaux règlements généraux de la Compagnie

QUE les règlements suivants soient par les présentes adoptés comme étant les règlements de la Compagnie et qu'ils entreront en vigueur seulement lors de la continuation de la Compagnie en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies (Québec) et ce, subséquentement au règlement spécial "A" de la Compagnie.

REGLEMENTS

REGLEMENT PREMIER

BUREAUX DE LA COMPAGNIE
ET SCEAU CORPORATIF

ARTICLE 1. BUREAUX DE LA COMPAGNIE. Le siège social de la compagnie est établi dans le district judiciaire de Montréal, dans la province de Québec, Canada.

La compagnie peut, en plus de son siège social, établir et maintenir d'autres bureaux, places d'affaires et succursales dans la province de Québec ou ailleurs selon ce que le conseil d'administration peut déterminer à l'occasion.

ARTICLE 2. SCEAU CORPORATIF. Le sceau corporatif de la compagnie est de forme circulaire et la dénomination sociale de la compagnie et, lorsque requis, l'année de sa constitution doivent y apparaître. Le président du conseil, le président, tout vice-président, le secrétaire, le trésorier, tout secrétaire adjoint ou trésorier adjoint ou tout autre officier ou administrateur de la compagnie que le conseil d'administration peut désigner a le droit d'apposer le sceau corporatif de la compagnie sur tous les documents qui le requièrent.

REGLEMENT DEUXIEME

ACTIONNAIRES

ARTICLE 1. ASSEMBLEES ANNUELLES. Sous réserve des lois qui régissent la compagnie, l'assemblée annuelle des actionnaires de la compagnie est tenue à l'endroit, à la date et à l'heure que le conseil d'administration peut déterminer à l'occasion.

Les assemblées annuelles des actionnaires de la compagnie sont tenues dans le district judiciaire où se trouve le siège social ou à tout autre endroit dans la province de Québec que le conseil d'administration peut déterminer à l'occasion, sous réserve des lois régissant la compagnie ou de dispositions à cet effet dans l'acte constitutif.

ARTICLE 2. ASSEMBLEES SPECIALES. En plus des dispositions de la loi régissant la compagnie et ayant trait aux assemblées spéciales, des assemblées générales spéciales des actionnaires peuvent être convoquées en tout temps sur l'ordre du président du conseil ou du président ou de tout vice-président qui est administrateur de la compagnie. Cet ordre doit indiquer le but pour lequel l'assemblée est convoquée. L'avis d'une assemblée générale spéciale doit indiquer d'une manière générale le but de l'assemblée.

Les assemblées générales spéciales des actionnaires sont tenues à l'endroit, à la date et à l'heure que le conseil d'administration peut déterminer à l'occasion, dans le district judiciaire où se trouve le siège social ou à tout autre endroit dans la province de Québec ou ailleurs, préalablement approuvé par résolution des administrateurs ou à tout autre endroit où tous les actionnaires de la compagnie ayant droit de vote à telles assemblées sont présents en personne ou représentés par un fondé de pouvoir ou à tout autre endroit approuvé par écrit par tous les actionnaires de la compagnie.

ARTICLE 3. AVIS D'ASSEMBLEE. Un avis spécifiant le lieu, le jour, l'heure et le but de chaque assemblée annuelle et de chaque assemblée générale spéciale des actionnaires doit être signifié à tous les actionnaires ayant droit de recevoir tel avis, ou leur être envoyé par la poste dans une enveloppe affranchie à leur adresse respective, telle qu'elle apparaît dans les livres de la compagnie, et ce au moins vingt-et-un (21) jours francs avant la date fixée pour l'assemblée.

Dans le cas de détention conjointe d'une action, tout avis d'assemblée doit être donné à celui des détenteurs conjoints dont le nom apparaît en premier dans les livres de la compagnie; l'avis donné de cette façon constituant un avis suffisant pour tous tels détenteurs conjoints.

Dans tous les cas où le président du conseil, le président ou tout vice-président qui est administrateur de la compagnie estime, à sa discrétion, que la convocation d'une assemblée des actionnaires est urgente, il peut voir à ce que l'avis de telle assemblée soit donné, par téléphone ou télécommunication, au moins dix (10) jours avant la tenue de l'assemblée et cet avis sera suffisant pour l'assemblée ainsi convoquée.

Les irrégularités dans l'avis de convocation ou dans la manière de le donner, ainsi que l'omission involontaire de donner

l'avis de convocation à un actionnaire ou la non-réception par un actionnaire de cet avis, n'invalident pas les gestes posés ou mesures prises à telle assemblée.

ARTICLE 4. QUORUM, VOTE ET AJOURNEMENTS. Deux personnes ou plus, présentes personnellement et habiles à voter personnellement ou à titre de fondé de pouvoir, constitue(nt) quorum à toute assemblée annuelle et assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie.

Les actes des détenteurs de la majorité des actions ainsi représentées et comportant droit de vote sont considérés comme les actes de tous les actionnaires, sauf dans le cas où le vote ou le consentement des détenteurs d'un nombre supérieur d'actions est requis ou imposé par les lois de la province de Québec, par l'acte constitutif ou les règlements de la compagnie.

S'il n'y a pas quorum à une assemblée des actionnaires, les actionnaires présents en personne et ayant droit d'être comptés aux fins de constituer le quorum, ont le pouvoir d'ajourner l'assemblée de temps à autre et d'un endroit à un autre, sans avis autre qu'une mention lors de l'assemblée et ce, jusqu'à ce qu'il y ait quorum. Toute affaire qui aurait pu être traitée à l'assemblée ajournée peut être traitée à toute telle reprise d'assemblée pourvu qu'il y ait quorum.

ARTICLE 5. DROIT DE VOTE ET PROCURATION. A toute assemblée d'actionnaires, chaque actionnaire présent à cette assemblée et ayant droit d'y voter, a droit à une (1) voix lors d'un vote à main levée et, lors d'un scrutin, chaque actionnaire présent en personne ou représenté par un fondé de pouvoir a droit à une (1) voix par action comportant droit de vote à telle assemblée et enregistrée en son nom dans les livres de la compagnie, à moins qu'aux termes de l'acte constitutif de la compagnie, une autre façon de voter ne soit indiquée, auquel cas cette façon de voter sera adoptée. Avant ou au moment où le résultat d'un vote à main levée est connu, tout actionnaire ou fondé de pouvoir peut demander le scrutin quant à toute question mise aux voix des actionnaires.

Dans le cas de détention conjointe d'une action, le vote donné par le premier détenteur, soit personnellement soit par un fondé de pouvoir, sera accepté à l'exclusion des votes des autres détenteurs conjoints; aux fins des présentes, le premier détenteur sera celui dont le nom apparaît en premier dans les livres de la compagnie.

ARTICLE 6. SCRUTATEURS. Le président de toute assemblée des actionnaires peut nommer une ou plusieurs personnes, qui ne sont pas tenues d'être actionnaires, pour agir comme scrutateurs à l'assemblée.

ARTICLE 7. ADRESSE DES ACTIONNAIRES. Chaque actionnaire doit fournir à la compagnie une adresse où l'on pourra poster ou signifier tout avis qui lui est destiné; à défaut de quoi, tout tel avis peut lui être expédié à toute autre adresse apparaissant alors aux livres de la compagnie. Si aucune adresse n'apparaît aux livres de la compagnie, l'envoyeur peut expédier tel avis à l'adresse qu'il considère la meilleure de façon à ce qu'il parvienne le plus rapidement possible à tel actionnaire.

REGLEMENT TROISIEME

CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARTICLE 1. CONDITIONS REQUISES ET DUREE DES FONCTIONS. Sous réserve de toute disposition contraire aux présentes, chaque administrateur doit être élu à une assemblée annuelle des actionnaires ou à toute assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie convoquée à cette fin de temps à autre, par une majorité des voix données lors de cette élection. Il n'est pas nécessaire que le vote pour l'élection des administrateurs de la compagnie soit pris au scrutin, sauf sur demande d'une personne présente et ayant droit de voter à l'assemblée où telle élection a lieu. Chaque administrateur ainsi élu reste en fonction jusqu'à l'élection de son successeur, à moins qu'il ne démissionne ou que son poste ne devienne vacant par suite de son décès, de sa destitution ou de toute autre cause.

ARTICLE 2. POUVOIRS GENERAUX DES ADMINISTRATEURS. Les administrateurs de la compagnie administrent les affaires de la compagnie à tous égards et passent ou voient à ce que soient passés, pour et au nom de la compagnie, toutes sortes de contrats que la compagnie peut légalement passer et, d'une façon générale, ils exercent tous les autres pouvoirs et prennent toutes les autres mesures que la compagnie est autorisée à exercer ou à prendre en vertu des lois qui la régissent, de son acte constitutif ou autrement.

Toutes les mesures prises par une réunion des administrateurs ou par toute personne agissant à titre d'administrateur, tant que leurs successeurs n'ont pas été dûment élus ou nommés, sont valides au même titre que si les administrateurs ou telle autre personne, selon le cas, avaient été dûment élus et étaient éligibles comme administrateurs de la compagnie, et ce, même si l'on découvre par la suite qu'il y a eu des lacunes quant à l'élection des administrateurs ou de telle autre personne agissant à ce titre ou que l'un d'entre eux était inéligible.

ARTICLE 3. POUVOIR D'ATTRIBUER DES ACTIONS ET D'ACCORDER DES OPTIONS. Sous réserve des dispositions de l'acte constitutif de la

compagnie, les actions de la compagnie sont en tout temps sous le contrôle des administrateurs qui peuvent, par résolution, à l'occasion, accepter des souscriptions, attribuer, émettre ou autrement disposer d'actions non émises du capital-actions de la compagnie, en tout ou en partie, et accorder des options relativement à ces actions, à tels administrateurs, personnes, firmes, compagnies ou corporations, aux conditions, pour la considération conforme à la loi ou à l'acte constitutif de la compagnie, et aux époques qui seront prévues par telle résolution. Les administrateurs peuvent, à l'occasion, demander aux actionnaires qu'ils paient le montant impayé sur leurs actions. Chaque actionnaire doit payer le montant demandé aux temps et endroit fixés par les administrateurs.

ARTICLE 4. POUVOIR DE DECLARER DES DIVIDENDES. Les administrateurs peuvent, de temps à autre, comme ils le jugent opportun, déclarer et payer à même les fonds disponibles à cette fin, des dividendes aux actionnaires, conformément à leurs droits et intérêts respectifs.

Tout dividende peut être payé par chèque ou mandat payable à l'actionnaire ou à la personne y ayant droit et envoyé par la poste à l'adresse de tel actionnaire ou telle personne apparaissant aux livres de la compagnie et, dans le cas de détenteurs conjoints, à celui dont le nom apparaît en premier dans les livres de la compagnie; l'envoi par la poste de tel chèque ou mandat constitue paiement à moins que le chèque ou mandat ne soit pas payé sur présentation.

ARTICLE 5. MOMENT ET ENDROIT DES REUNIONS ET AVIS. Immédiatement après la première assemblée générale des actionnaires et, par la suite, immédiatement après l'assemblée annuelle des actionnaires, chaque année, une réunion des nouveaux administrateurs élus et alors présents est tenue sans avis, pourvu qu'il y ait quorum, pour élire ou nommer les officiers de la compagnie et pour traiter toute autre affaire qui peut être mise à l'ordre du jour.

Toutes les réunions du conseil d'administration sont tenues dans le district judiciaire où se trouve le siège social, ou à tel endroit, dans la province de Québec ou ailleurs, déterminé à l'occasion par résolution du conseil d'administration sauf, cependant, que les réunions du conseil d'administration peuvent être tenues à tout autre endroit ou tous autres endroits si tous les administrateurs sont présents ou si les administrateurs absents y consentent par écrit.

Les réunions régulières du conseil d'administration sont tenues à tel moment que le conseil d'administration peut déterminer à l'occasion.

Toute réunion du conseil d'administration convoquée autrement qu'en vertu des dispositions précédentes de cet ARTICLE 5 est une réunion spéciale.

Les réunions spéciales du conseil d'administration peuvent être convoquées en tout temps par ou sur l'ordre du président du conseil ou du président ou de tout vice-président qui est administrateur de la compagnie ou de deux des administrateurs.

Sous réserve des dispositions de la loi régissant la compagnie quant à la renonciation aux avis de convocation, un avis indiquant l'endroit, la date et l'heure de chaque réunion régulière ou spéciale du conseil d'administration est donné en le signifiant à chacun des administrateurs ou en le laissant à sa résidence ou place d'affaires habituelle ou en l'envoyant par courrier affranchi ou par télécommunication à son adresse telle qu'elle apparaît dans les livres de la compagnie, au moins vingt-quatre (24) heures avant le moment fixé pour la réunion. Si l'adresse de l'un des administrateurs n'apparaît pas dans les livres de la compagnie, l'expéditeur peut expédier tel avis par courrier affranchi ou télécommunication, selon le cas, à l'adresse qu'il considère la meilleure de façon à ce que l'avis parvienne le plus rapidement possible à tel administrateur.

Dans tous les cas où le président du conseil, s'il y en a un, le président ou l'un des vice-présidents qui est administrateur considère, à sa discrétion, qu'il est urgent de convoquer une réunion des administrateurs, il peut voir à ce qu'un avis d'une telle réunion soit donné par téléphone ou télécommunication au moins une (1) heure avant la tenue de cette réunion et tel avis sera suffisant pour la réunion ainsi convoquée.

ARTICLE 6. PRESIDENT DE REUNION. Le président du conseil, s'il y en a un, ou, en son absence, le président, ou, en son absence, un des vice-présidents qui est administrateur de la compagnie, ou, si plus d'un tel vice-président est présent à la réunion, celui qui est désigné à cette fin par la réunion, préside toutes les réunions des administrateurs. Si tous les officiers préalablement mentionnés sont absents ou refusent d'agir, les personnes présentes peuvent choisir un président de réunion parmi elles. Le président de toute réunion a droit à une (1) voix comme administrateur mais n'a pas droit à un second vote ou voix prépondérante relativement à toute affaire soumise au vote de la réunion.

ARTICLE 7. QUORUM. Sauf lorsque la compagnie ne compte qu'un seul administrateur, les administrateurs peuvent, de temps à autre, fixer par résolution le quorum des réunions des administrateurs, mais tant qu'il n'est pas ainsi fixé, deux (2) administrateurs en fonction constituent de temps à autre quorum. Toute réunion des administrateurs à laquelle il y a quorum peut exercer tous et chacun des pouvoirs conférés aux administrateurs par les règlements de la compagnie.

ARTICLE 8. VACANCES ET DEMISSION. Si, en tout temps, il survient une ou des vacances dans le conseil d'administration, les administrateurs alors en fonction peuvent, par le vote de la majorité

d'entre eux, en tout temps et de temps à autre, tant qu'un quorum demeure en fonction, nommer à la place ou aux places vacante(s), pour le reste du terme, une ou des personnes possédant les qualités requises. Tout administrateur peut, à toute réunion des administrateurs, donner sa démission par écrit et les autres administrateurs peuvent l'accepter séance tenante et remplacer le démissionnaire immédiatement ou par la suite.

REGLEMENT QUATRIEME

OFFICIERS

ARTICLE 1. OFFICIERS. Les administrateurs élisent un président parmi eux et nomment également un secrétaire, lesquels, à la suite de telle élection ou nomination, sont les officiers de la compagnie. Tels officiers sont élus ou nommés par le conseil d'administration à sa réunion d'organisation et par la suite, à la première réunion ou toute réunion subséquente du conseil d'administration tenue après chaque assemblée annuelle des actionnaires. Le conseil d'administration peut également élire ou nommer à titre d'officiers, en tout temps et de temps à autre, un président du conseil, un ou plusieurs vice-présidents, un ou plusieurs secrétaires adjoints, un trésorier, un ou plusieurs trésoriers adjoints et/ou un gérant général ou directeur-gérant. D'autres officiers peuvent également être nommés à l'occasion lorsque le conseil d'administration le juge nécessaire. Tels officiers remplissent, en plus des fonctions stipulées dans les règlements de la compagnie, celles que stipule le conseil d'administration de temps à autre. Une même personne peut cumuler plusieurs fonctions sauf, cependant, qu'une même personne ne peut cumuler les fonctions de président et de vice-président. Aucun des officiers n'est tenu d'être administrateur de la compagnie à l'exception du président du conseil, du président et du directeur-gérant.

ARTICLE 2. PRESIDENT DU CONSEIL. Le président du conseil, s'il est nommé, est choisi parmi les administrateurs. Il préside toutes les réunions des administrateurs et les assemblées des actionnaires auxquelles il assiste et il a en outre tous les autres pouvoirs et fonctions que le conseil d'administration peut déterminer de temps à autre.

ARTICLE 3. PRESIDENT. Le président est choisi parmi les administrateurs. S'il n'y a pas de président du conseil ou s'il est absent, le président préside toutes les réunions des administrateurs et les assemblées des actionnaires. Il est le chef de l'exécutif de la compagnie et il exerce un contrôle général et la surveillance des affaires de la compagnie. Il a en outre tous les pouvoirs et fonctions que le conseil d'administration peut déterminer de temps à autre.

ARTICLE 4. VICE-PRESIDENT OU VICE-PRESIDENTS. Le ou les vice-présidents, choisis ou non parmi les administrateurs de la compagnie, ont les pouvoirs et fonctions qui leur sont attribués par le conseil d'administration. En cas d'absence ou d'incapacité du président du conseil, s'il y en a un, et du président, un vice-président choisi parmi les administrateurs peut exercer les pouvoirs et remplir les fonctions du président du conseil, s'il y en a un, et du président et, si tel vice-président exerce tout tel pouvoir ou remplit toute telle fonction du président du conseil ou du président, on peut présumer de l'absence ou de l'incapacité du président du conseil, s'il y en a un, et du président.

ARTICLE 5. TRESORIER ET TRESORIERES ADJOINTS. Le trésorier a la responsabilité générale des finances de la compagnie. Il dépose les argents et autres valeurs de la compagnie, au nom et au crédit de la compagnie, auprès de telles banques ou autres dépositaires désignés, de temps à autre, par résolution du conseil d'administration; il rend compte au conseil d'administration, lorsque celui-ci le lui demande, de la situation financière de la compagnie et de toutes ses transactions en qualité de trésorier et, aussitôt que possible après la clôture de chaque exercice financier, il prépare et soumet au conseil d'administration un rapport analogue pour cet exercice financier. Il a la garde et est responsable des livres de comptes que la compagnie doit tenir conformément aux lois qui la régissent. Il accomplit toutes les autres tâches propres à sa charge de trésorier sous le contrôle du conseil d'administration.

Les trésoriers adjoints peuvent accomplir toute fonction du trésorier qui leur est attribuée, de temps à autre, par le conseil d'administration ou par le trésorier.

ARTICLE 6. SECRETAIRE ET SECRETAIRES ADJOINTS. Le secrétaire donne et signifie tous les avis de la part de la compagnie et tient les procès-verbaux de toutes les assemblées des actionnaires et des réunions du conseil d'administration dans un ou des livres à cette fin. Il garde en lieu sûr le sceau corporatif de la compagnie. Il a la garde des dossiers de la compagnie, y compris les registres contenant les noms et adresses des actionnaires et des membres du conseil d'administration de la compagnie, ainsi que copie de tous les rapports que prépare la compagnie, et tels autres livres et documents que le conseil d'administration lui confie. Il a la responsabilité de tenir et de produire tous les livres, rapports, certificats et autres documents requis par la loi. Il accomplit toutes les autres tâches propres à sa charge de secrétaire ou qui lui sont attribuées par le conseil d'administration.

Les secrétaires adjoints peuvent accomplir toute fonction du secrétaire qui leur est attribuée de temps à autre par le conseil d'administration ou par le secrétaire.

ARTICLE 7. SECRETAIRE-TRESORIER. Lorsque le secrétaire cumule la fonction de trésorier, il peut, au gré du conseil d'administration, être appelé "secrétaire-trésorier".

ARTICLE 8. GERANT GENERAL OU DIRECTEUR-GERANT. Le gérant général (qui peut être appelé "directeur-gérant" s'il est choisi parmi les administrateurs), gère les affaires de la compagnie sous la surveillance du président et exerce tels pouvoirs qui lui sont délégués, de temps à autre, par le président ou par le conseil d'administration et ce, d'une façon générale ou spécifique.

ARTICLE 9. DESTITUTION. Le conseil d'administration peut, par le vote affirmatif de la majorité de ses membres, destituer et congédier tous et chacun des officiers ou des employés, avec ou sans raison, à toute réunion convoquée à cette fin et peut élire ou nommer d'autres personnes à leur place. Tout employé de la compagnie autre qu'un officier nommé par le conseil d'administration peut également être destitué et congédié, avec ou sans raison, par le président, tout vice-président ou le gérant général. Toutefois, si cette destitution ou ce congédiement est sans raison et qu'il existe un contrat particulier dérogeant aux dispositions de cet ARTICLE 9, cette destitution ou ce congédiement est assujetti aux dispositions de tel contrat.

REGLEMENT CINQUIEME

CAPITAL-ACTIONS

ARTICLE 1. CERTIFICATS D'ACTIONS. La formule de certificat représentant les actions du capital-actions de la compagnie est celle qui est approuvée par le conseil d'administration. Ces certificats portent la signature du président du conseil, s'il y en a un, ou du président ou d'un vice-président ou d'un administrateur et celle du secrétaire ou d'un secrétaire adjoint de la compagnie. La signature de ces personnes peut être gravée, lithographiée ou autrement reproduite de façon mécanique sur les certificats. Tout certificat portant le fac-similé de la signature de l'une de ces personnes autorisées est censé avoir été signé à la main par cette personne et est valable au même titre et à toutes fins que s'il avait été signé à la main, nonobstant le fait que la personne dont la signature est ainsi reproduite ait, au moment où le certificat est émis ou à la date de ce certificat, cessé d'être officier ou administrateur, selon le cas, de la compagnie.

ARTICLE 2. TRANSFERTS D'ACTIONS. Un registre des transferts doit être gardé dans la province de Québec, au siège social ou à tout autre bureau ou endroit dans la province de Québec déterminé, de temps à autre, par résolution du conseil d'administration. Un ou plusieurs registres annexes des transferts peuvent être tenus à tous bureaux de la compagnie ou autres endroits dans la province de

Québec ou ailleurs, selon ce qui peut être déterminé, de temps à autre, par résolution du conseil d'administration. Ces registres des transferts et registres annexes des transferts sont gardés par le secrétaire ou par un ou plusieurs autres officiers chargés de cette tâche ou par un ou plusieurs agents nommés, de temps à autre, par résolution du conseil d'administration.

Tous les transferts et toutes les transmissions d'actions du capital-actions de la compagnie ainsi que les détails y relatifs sont inscrits dans le registre des transferts ou dans un registre annexe des transferts. L'inscription d'un transfert ou d'une transmission d'actions du capital-actions de la compagnie dans le registre des transferts ou dans un registre annexe des transferts, tenu au siège social ou ailleurs constitue, selon le cas, une transmission ou un transfert complet et valide. Toutes les actions du capital-actions de la compagnie sont transférables soit dans le registre des transferts, soit dans tout registre annexe des transferts sans égard à l'endroit où le certificat représentant les actions à être transférées ou transmises a été émis.

Un ou plusieurs livres, dans lesquels est consignée une copie des détails de tout transfert et de toute transmission d'actions du capital-actions de la compagnie inscrit dans chacun des registres annexes des transferts, est ou sont tenus au siège social de la compagnie.

Nul transfert ou nulle transmission d'actions du capital-actions de la compagnie n'est valide ou inscrit dans le registre des transferts ou dans un registre annexe des transferts jusqu'à ce que les certificats représentant les actions à être transférées ou transmises, selon le cas, n'aient été remis et annulés.

ARTICLE 3. FERMETURE DES LIVRES. Le conseil d'administration peut, à l'occasion, fermer le registre des transferts et les registres annexes des transferts, s'il en est, pour toute période ou toutes périodes n'excédant pas en tout soixante (60) jours au cours de toute année financière de la compagnie, en en donnant avis par annonce insérée dans un journal publié à l'endroit dans la province de Québec où le registre des transferts est tenu, et dans un ou des journaux publiés à l'endroit ou aux endroits respectifs où les registres annexes des transferts sont tenus, ou, alternativement, le conseil d'administration peut fixer à l'avance une date ne précédant pas de plus de trente (30) jours la date de toute assemblée des actionnaires de la compagnie, la date fixée pour le paiement d'un dividende ou la date fixée pour l'attribution de droits, comme date limite d'inscription pour déterminer quels actionnaires ont droit de recevoir l'avis de convocation de cette assemblée et de tout ajournement d'icelle, de recevoir paiement de tel dividende, ou de se voir attribuer tels droits, de façon à ce que, en tel cas, les actionnaires ainsi déterminés et seulement eux, à la date ainsi fixée, auront le droit de recevoir l'avis, le paiement de tel

dividende ou l'attribution de tels droits, selon le cas, nonobstant tout transfert d'actions dans les registres de la compagnie effectué ultérieurement à ladite date limite d'inscription.

ARTICLE 4. AGENTS DE TRANSFERTS ET REGISTRAIRES. Le conseil d'administration peut, de temps à autre, nommer ou destituer des agents de transferts et/ou registraires de transferts et de transmissions d'actions du capital-actions de la compagnie et, sous réserve des lois qui régissent la compagnie, régler à l'occasion et d'une façon générale, le transfert et la transmission des actions du capital-actions de la compagnie. Tous les certificats représentant les actions du capital-actions de la compagnie émis ultérieurement à telle nomination doivent être contresignés par l'un de ces agents de transferts et/ou l'un de ces registraires de transferts et ne sont valides que s'ils sont ainsi contresignés.

REGLEMENT SIXIEME

EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de la compagnie prend fin le trente et unième jour de décembre de chaque année.

REGLEMENT SEPTIEME

CONTRATS, CHEQUES, TRAITES, AFFAIRES BANCAIRES

ARTICLE 1. CONTRATS. Tous les actes, conventions, documents, transferts, contrats, engagements, obligations, débentures et autres effets requérant la signature de la compagnie sont signés par le président du conseil, s'il y en a un, ou le président ou tout vice-président ou tout administrateur et par le secrétaire ou le trésorier ou le secrétaire-trésorier ou tout secrétaire adjoint ou trésorier adjoint ou tout autre administrateur, ou sont signés de la façon autorisée, de temps à autre, par le conseil d'administration. Toute telle autorisation peut être générale ou se limiter à des cas particuliers. Sauf en vertu des dispositions qui précèdent ou de dispositions contraires contenues dans les règlements de la compagnie, aucun administrateur, officier, représentant ou employé n'a le pouvoir ni l'autorité de lier la compagnie en vertu de tout contrat ou obligation ni d'engager son crédit.

La compagnie peut contracter ou transiger des affaires avec l'un ou plusieurs de ses administrateurs ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses administrateurs sont membres ou employés ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses administrateurs sont actionnaires, administrateurs, officiers ou employés. Tout tel contrat ou toute telle transaction

ne sera ni invalidé ni aucunement affecté par le fait que tel administrateur ou tels administrateurs ont ou peuvent y avoir des intérêts qui sont ou peuvent être opposés aux intérêts de la compagnie, même si le vote du ou des administrateurs ayant tel intérêt opposé fut nécessaire pour lier la compagnie en vertu de tel contrat; il est toutefois entendu que l'existence d'un tel intérêt doit être dévoilée ou connue des autres administrateurs qui agissent sur la foi ou à l'égard de tel contrat ou telle transaction.

ARTICLE 2. CHEQUES ET TRAITES. Tous les chèques, lettres de change ou autres ordres de paiement d'argent, billets ou autres titres de créance émis, acceptés ou endossés au nom de la compagnie doivent être signés par tel ou tels administrateurs, officiers ou représentants de la compagnie et de la façon déterminée, de temps à autre, par résolution du conseil d'administration. N'importe lequel de ces administrateurs, officiers ou représentants peut endosser seul les billets et les traites pour perception, pour le bénéfice de la compagnie, par l'entremise de ses banquiers et endosser les billets et chèques pour dépôt auprès des banquiers de la compagnie au crédit de la compagnie; ces effets pouvant être également endossés "pour perception" ou "pour dépôt" auprès des banquiers de la compagnie au moyen d'un timbre en caoutchouc à cet effet. N'importe lequel de ces administrateurs, officiers ou représentants ainsi nommés peut prendre des arrangements, régler, balancer et certifier tous les registres et comptes entre la compagnie et ses banquiers, et peut recevoir tous les chèques payés et pièces justificatives et signer toutes les formules de règlement de solde et de quittance de la banque et tous les bordereaux de vérification.

ARTICLE 3. DEPOTS. Les fonds de la compagnie peuvent être déposés de temps à autre au crédit de la compagnie à une ou plusieurs banques ou compagnies de fiducie ou auprès de tels autres banquiers que le conseil d'administration peut approuver de temps à autre.

ARTICLE 4. DEPOT DE TITRES EN GARDE. Les titres de la compagnie peuvent être déposés en garde auprès d'un ou de plusieurs banquiers, compagnies de fiducie ou autres institutions financières au Canada ou ailleurs, choisis par le conseil d'administration. Ces titres ainsi déposés peuvent être retirés, de temps à autre, mais seulement sur l'ordre écrit de la compagnie, signé par tel ou tels administrateurs, officiers ou représentants de la compagnie et de la manière déterminée de temps à autre par le conseil d'administration; cette autorisation peut être générale ou limitée à des cas particuliers. Toute institution qui peut être ainsi choisie comme gardien par le conseil d'administration est entièrement protégée en agissant conformément aux directives du conseil d'administration et n'est, en aucune circonstance, responsable de l'application des titres ainsi retirés ni de leur produit.

REGLEMENT HUITIEME

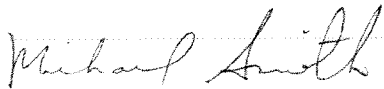
DECLARATIONS

Tous et chacun des président du conseil, s'il y en a un, président, vice-présidents, trésorier, secrétaire, secrétaire-trésorier, trésoriers adjoints, secrétaires adjoints, gérant général, directeur-gérant, comptable, comptables adjoints, commis en chef ou autres personnes ou officiers nommés à cette fin par le président du conseil ou le président ou un vice-président, sont autorisés et ont le pouvoir de comparaître pour répondre, pour et au nom de la compagnie, à tout bref, ordonnance et interrogatoire sur faits et articles émis par toute cour et à faire, pour et au nom de la compagnie, toute déclaration relative à des brefs de saisie-arrêt où la compagnie est tierce saisie; tous et chacun desdits officiers et personnes sont autorisés et ont le pouvoir de faire tout affidavit et toute déclaration assermentée s'y rapportant ou se rapportant à toute poursuite judiciaire à laquelle la compagnie est une partie et à faire des demandes d'abandon ou des requêtes en liquidation ou en faillite contre tout débiteur de la compagnie et à assister et à voter à toute assemblée des créanciers de débiteurs de la compagnie et à donner des procurations à cette fin. Deux (2) desdits officiers ou personnes sont autorisés à nommer, au moyen d'une ou de plusieurs procurations générales ou spéciales, toute personne ou toutes personnes, y compris toute personne autre que les officiers et personnes préalablement mentionnés, à titre de procureurs de la compagnie pour accomplir n'importe laquelle des choses qui précèdent.

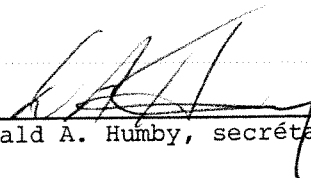
Adopté par les administrateurs le 22 mai 1987.

Approuvé, ratifié et confirmé par les actionnaires le 29 juin 1987.

Signé ce 24 juillet 1995.



Michael Smith, président



Donald A. Humby, secrétaire

RESSOURCES MENORA INC.

MENORA RESOURCES INC.

SPECIAL BY-LAW "B"
Enactment of new general by-laws of the Company

THAT the following by-laws being and there are hereby adopted as by-laws of the Company and shall only come into force upon the continuance of the Company under Part 1A of the Companies Act (Quebec) and subsequent to Special By-Law "A" of the Company:

BY-LAWS

BY-LAW ONE

SITUATION OF OFFICES
AND CORPORATE SEAL

ARTICLE 1. SITUATION OF OFFICES. The head office of the Company shall be established in the judicial district of Montreal, in the Province of Quebec, Canada.

The Company may establish and maintain in addition to its head office such other offices, places of business and branch offices elsewhere within or without the Province of Quebec as the Board of Directors may determine, from time to time.

ARTICLE 2. SEAL. The corporate seal of the Company shall be circular in form and shall bear the corporate name of the Company and, when required, the year of its incorporation. The Chairman of the Board, President, any Vice-President, Secretary, Treasurer, any Assistant-Secretary or any Assistant-Treasurer or any other officer or director of the Company designated by the Board of Directors shall have authority to affix the corporate seal of the Company to any document requiring the same.

BY-LAW TWO

SHAREHOLDERS

ARTICLE 1. ANNUAL MEETINGS. Subject to the laws governing the Company, the annual meeting of shareholders of the Company shall be held on such date, place and at such time as the Board of Directors may determine, from time to time.

Annual meetings of shareholders of the Company shall be held in the judicial district where the head office is situated or at such other place, within the Province of Quebec, as may be fixed, from time to time, by the Board of Directors, subject to the

provisions of the laws governing the Company or to any provisions to that effect in the Deed of Incorporation.

ARTICLE 2. SPECIAL MEETINGS. In addition to the provisions of the laws governing the Company in connection with special meetings, special general meetings of shareholders may be called at any time by order of the Chairman of the Board or the President or any Vice-President who is a director of the Company. Any such order shall specify the object for which the meeting is to be called. The notice of a special general meeting shall state in general terms the purpose or purposes of the meeting.

Special general meetings of shareholders shall be held in the judicial district where the head office is situated or at any other place or places within the Province of Quebec or elsewhere previously approved by resolution of the directors or at any other place where all the shareholders of the Company entitled to vote thereat are present in person or represented by proxy or of which all such shareholders of the Company shall approve in writing.

ARTICLE 3. NOTICE OF MEETING. Notice specifying the place, day, hour and purpose of each annual and of each special general meeting of shareholders shall be served upon the shareholders entitled thereto or mailed, postage prepaid, addressed to the shareholders at their respective addresses as they appear on the books of the Company, at least twenty-one (21) clear days prior to the date fixed for the meeting.

In the case of joint holders of a share, all notices shall be given to that one of them whose name stands first in the books of the company and notice so given shall be sufficient notice to all the joint holders.

In any case where the convening of a meeting is considered by the Chairman of the Board, the president or any one of the Vice-Presidents who is a director, in his discretion, to be a matter of urgency, he may cause notice to be given of a meeting of shareholders by telephone or telegram not less than ten (10) days before such meeting is to be held and such notice shall be adequate for the meeting so convened.

Irregularities in the notice or in the giving thereof as well as the unintentional omission to give notice to, or the non-receipt of any such notice by any of the shareholders shall not invalidate any action taken by or at any such meeting.

ARTICLE 4. QUORUM, VOTING AND ADJOURNMENTS. Two or more persons personally present, each of whom shall be entitled to vote thereat either personally or as a proxy, shall constitute a quorum for an annual meeting of shareholders of the Company and a quorum for a special general meeting of shareholders of the Company.

The act of the holders of a majority of the shares so represented and carrying voting rights thereat shall be the act of the shareholders except as to matters on which the vote or consent of the holders of a greater number of shares is required or directed by the laws of the Province of Quebec, the Deed of Incorporation or the by-laws of the Company.

Should a quorum not be present at any meeting of the shareholders, those present in person and entitled to be counted for the purpose of forming a quorum shall have power to adjourn the meeting from time to time and from place to place without notice other than announcement at the meeting until a quorum shall be present. At any such adjourned meeting, provided a quorum is present, any business may be transacted which might have been transacted at the meeting adjourned.

ARTICLE 5. RIGHT TO VOTE AND PROXY. At all meetings of shareholders each shareholder entitled to vote thereat, who shall be present at such meeting, shall have on a show of hands one (1) vote and, upon a poll, each shareholder present in person or represented by proxy shall be entitled to one (1) vote for each share carrying voting rights at such meeting registered in his name on the books of the Company unless, under the terms of the Deed of Incorporation some other scale of voting is fixed, in which event such scale of voting shall be adopted. Any shareholder or proxy may demand a poll (either before or on the declaration of the result of a vote upon a show of hands) in respect of any matter submitted to the vote of the shareholders.

In the case of joint holders of a share, the vote of the senior who tenders a vote, whether in person or by proxy, shall be accepted to the exclusion of the votes of the other joint holders, and for this purpose seniority shall be determined by the order in which the names stand in the books of the Company.

ARTICLE 6. SCRUTINEERS. The chairman at any meeting of shareholders may appoint one or more persons, who need not be shareholders, to act as scrutineer or scrutineers at the meeting.

ARTICLE 7. ADDRESSES OF SHAREHOLDERS. Every shareholder shall furnish to the Company an address to or at which all corporate notices intended for such shareholder shall be mailed or served upon him, failing which, any such notice may be addressed to him at any other address appearing on the books of the Company. If no address appears on the books of the Company, such notice may be mailed to such address as the person sending the notice may consider to be the most likely to result in such notice promptly reaching such shareholder.

BY-LAW THREE

BOARD OF DIRECTORS

ARTICLE 1. QUALIFICATION AND TERM OF OFFICE. Each director shall, except as herein otherwise provided, be elected at an annual meeting of shareholders by a majority of the votes cast in respect of such election. It shall not be necessary that the voting for the election of directors of the Company be conducted by ballot unless voting by ballot is requested by someone present and entitled to vote at the meeting at which such election takes place. Each director so elected shall hold office until the election of his successor unless he shall resign or his office become vacant by death, removal or other cause.

ARTICLE 2. GENERAL POWER OF DIRECTORS. The directors of the Company shall manage the affairs of the Company in all things, and make or cause to be made for the Company, in its name, any kind of contract which the Company may lawfully enter into and generally may exercise all such other powers and do all such other acts and things as the Company is, by the laws governing the Company, the Deed of Incorporation or otherwise, authorized to exercise and do.

All acts done by any meeting of the directors or by any person acting as a director, so long as his successor shall not have been duly elected or appointed, shall, notwithstanding that it be afterwards discovered that there was some defect in the election of the directors or such person acting as aforesaid or that they or any of them were disqualified, be as valid as if the directors or such other person, as the case may be, had been duly elected and were or was qualified to be directors or a director of the Company.

ARTICLE 3. POWER TO ALLOT STOCK AND GRANT OPTIONS. Subject to the provisions of the Deed of Incorporation of the Company, the shares of the Company shall be at all times under the control of the directors who may by resolution, from time to time, accept subscriptions, allot, issue, grant options in respect of or otherwise dispose of the whole or any part of the unissued shares of the share capital of the Company to such directors, persons, firms, companies or corporations on such terms and conditions, for such consideration not contrary to law or to the Deed of Incorporation of the Company and at such times as such resolutions shall prescribe.

The directors may, from time to time, make calls upon the shareholders in respect of any moneys unpaid upon their shares. Each shareholder shall pay the amount called on his share at the time or times and at the place fixed by the directors.

ARTICLE 4. POWER TO DECLARE DIVIDENDS. The directors may, from time to time, as they may deem advisable, declare and pay dividends

out of any funds available for dividends to the shareholders according to their respective rights and interest therein.

Any dividend may be paid by cheque or warrant made payable to, and mailed to the address on the books of the Company of the shareholder or person entitled thereto and in the case of joint holders to that one of them whose name stands first in the books of the Company, and the mailing of such cheque or warrant shall constitute payment unless the cheque or warrant is not paid upon presentation.

ARTICLE 5. TIME AND PLACE OF MEETINGS AND NOTICE. Immediately after the first general meeting of shareholders and immediately after the annual meeting of shareholders in each year thereafter a meeting of such of the newly elected directors as are then present shall be held, provided they shall constitute a quorum, without further notice, for the election and/or appointment of officers of the Company and the transaction of such other business as may come before them.

All meetings of the Board of Directors shall be held in the judicial district where the head office is situated or at such place, within or without the Province of Quebec, as may be determined, from time to time, by resolution of the Board of Directors, provided, however, that meetings of the Board of Directors may be held at any place or places other than as aforesaid if all directors of the Company are present or if those absent shall have consented thereto in writing.

Regular meetings of the Board of Directors may be held at such time as the Board of Directors may determine, from time to time.

Any meeting of the Board of Directors convened otherwise than in conformity with the foregoing provisions of this ARTICLE 5 shall be a special meeting.

Special meetings of the Board of Directors may be called at any time by or on the order of the Chairman of the Board or the President or any Vice-President who is a director or by any two directors.

Subject to the provisions of the laws governing the Company concerning the waivers of notice, notice specifying the place, day and hour of each regular meeting and of each special meeting of the Board of Directors shall be served upon each of the directors or left at his usual residence or usual place of business or shall be mailed, postage prepaid, or sent by telegram or cable,

addressed to each of the directors at his address as it appears on the books of the Company, at least twenty-four (24) hours prior to the date fixed for such meeting. If the address of any director does not appear in the books of the Company, then such notice shall be mailed, cabled or telegraphed, as the case may be, to such address as the person sending the notice may consider to be the most likely to result in such notice promptly reaching such director.

In any case where the convening of a meeting is considered by the Chairman of the Board, if any, the President or one of the Vice-Presidents who is a director, in his discretion, to be a matter of urgency, he may cause notice to be given of a meeting of the Board of directors by telephone or telegram not less than one (1) hour before such meeting is to be held and such notice shall be adequate for the meeting so convened.

ARTICLE 6. CHAIRMAN. The Chairman of the Board, if any, or, in his absence, the President or, in his absence, one of the Vice-Presidents who is a director (to be designated by the meeting in the event of more than one such Vice-President being present) shall preside at all meetings of the directors. If all of the aforesaid officers be absent or decline to act, the persons present may choose one of their number to act as chairman of the meeting. The chairman of any meeting shall be entitled to cast one (1) vote as a director but not a second or casting vote in respect of any matter submitted to the vote of the meeting.

ARTICLE 7. QUORUM. Except when the Company has only one director, the directors may, from time to time, fix by resolution the quorum for meetings of directors, but until otherwise fixed two (2) directors in office, from time to time, shall constitute a quorum. Any meeting of directors at which a quorum is present shall be competent to exercise all or any of the authorities, powers and discretion by or under the by-laws of the Company for the time being vested in or exercisable by the directors generally.

ARTICLE 8. VACANCIES. In the case of a vacancy at any time occurring in the Board of Directors, the directors then in office, by the affirmative vote of a majority of such of said remaining directors, so long as a quorum of the Board remains in office, may fill such vacancy, for the remainder of the term, from among qualified persons. Any director may at any meeting of the directors tender his resignation in writing and the remaining directors may at such meeting accept the same and may forthwith or subsequently fill the vacancy thereby created.

BY-LAW FOUR

OFFICERS

ARTICLE 1. OFFICERS. The directors shall elect from among themselves a President and shall also appoint a Treasurer and a Secretary, all of whom when so elected or appointed shall be officers of the Company. Such officers shall be elected or appointed by the Board of Directors at its organization meeting and thereafter at the first or any subsequent meeting of the Board of Directors after each annual meeting of shareholders. The Board of Directors may also elect or appoint at any time and from time to time as officers a Chairman of the Board, one or more Vice-Presidents, one or more Assistant-Secretaries, one or more Assistant-Treasurers and/or a General Manager or Managing Director. There may also be appointed such other officers as the Board of Directors may, from time to time, deem necessary. Such officers shall respectively perform such duties, in addition to those specified in the by-laws of the Company, as shall, from time to time, be prescribed by the Board of Directors. The same person may hold more than one office, provided, however, that the same person shall not hold the office of President and Vice-President. None of such officers of the Company, except the Chairman of the Board, the President and the Managing Director, need be a director of the Company.

ARTICLE 2. CHAIRMAN OF THE BOARD. The Chairman of the Board, if appointed, shall be chosen from among the directors. He shall preside at all meetings of directors and shareholders of the Company at which he is present and he shall have such other powers and duties as the Board of Directors may determine, from time to time.

ARTICLE 3. PRESIDENT. The President shall be chosen from among the directors. If there be no Chairman of the Board or in his absence, the President shall preside at all meetings of the Board of Directors and of the shareholders. He shall be the chief executive officer of the Company and shall exercise a general control of and supervision over its affairs. He shall have such other powers and duties as the Board of Directors may determine, from time to time.

ARTICLE 4. VICE-PRESIDENT OR VICE-PRESIDENTS. The Vice-President or Vice-Presidents whether or not chosen from among the directors of the Company shall have such powers and duties as may be assigned to him or them respectively by the Board of Directors. In case of absence or disability of the Chairman of the Board, if any, and the President, a Vice-President chosen from among the directors may exercise the powers and perform the duties of the Chairman of the Board, if any, and of the President and, if such Vice-President exercises any of the powers or performs any of the duties of the Chairman of the Board or of the President, the absence or disability of the Chairman of the Board, if any, and the President shall be presumed.

ARTICLE 5. TREASURER AND ASSISTANT-TREASURERS. The Treasurer shall have general charge of the finances of the Company. He shall deposit all moneys and other valuable effects of the Company in the name and to the credit of the Company in such banks or other depositories as the Board of Directors may from time to time designate by resolution, and shall render to the Board of Directors, whenever directed by the Board, an account of the financial condition of the Company and of all his transactions as Treasurer, and as soon as possible after the close of each financial year he shall make and submit to the Board of Directors a like report for such financial year. He shall have charge and custody of and be responsible for the keeping of the books of account required under the laws governing the Company. He shall perform all the acts incidental to the office of Treasurer subject to the control of the Board of Directors.

Assistant-Treasurers may perform any of the duties of the Treasurer delegated to them, from time to time, by the Board of Directors or by the Treasurer.

ARTICLE 6. SECRETARY AND ASSISTANT-SECRETARIES. The Secretary shall attend to the giving and service of all notices of the Company and shall keep the minutes of all meetings of the shareholders and of the Board of Directors in a book or books to be kept for that purpose. He shall keep in safe custody the corporate seal of the Company. He shall have charge of the records of the Company including books containing the names and addresses of the shareholders and members of the Board of Directors of the Company, together with copies of all reports made by the Company, and such other books and papers as the Board of Directors may direct. He shall be responsible for the keeping and filing of all books, reports, certificates and other documents required by law to be kept and filed by the Company. He shall perform such other duties as appertain to his office or as may be required by the Board of Directors.

Assistant-Secretaries may perform any of the duties of the Secretary delegated to them, from time to time, by the Board of Directors or by the Secretary.

ARTICLE 7. SECRETARY-TREASURER. Whenever the Secretary shall also be the Treasurer he may, at the option of the Board of Directors, be designated the "Secretary-Treasurer".

ARTICLE 8. GENERAL MANAGER OR MANAGING DIRECTOR. The General Manager (who may be designated the "Managing Director" if chosen from among the directors) shall manage the affairs of the Company under the supervision of the President and shall exercise such powers as may be delegated to him, from time to time, by the President or by the Board of Directors, and such authority may be either general or specific.

ARTICLE 9. REMOVAL. The Board of Directors, by an affirmative vote of the majority of the Board, may remove and discharge any or all of the officers or employees, either with or without cause, at any meeting called for that purpose and may elect or appoint others in their place or places. Any employee of the Company other than an officer appointed by the Board of Directors, may also be removed and discharged, either with or without cause, by the President, any Vice-President or the General Manager. If, however, there be no cause for such removal or discharge and there be a special contract derogating from the provisions of this Article 9, such removal or discharge shall be subject to the provisions of such contract.

BY-LAW FIVE

SHARE CAPITAL

ARTICLE 1. SHARE CERTIFICATES AND STOCK TRANSFERS. Certificates representing shares of the share capital of the Company shall be in such form as shall be approved by the Board of Directors. Such certificates shall bear the signatures of the Chairman of the Board, if any, or the President or any Vice-President or any director and the Secretary or any Assistant-Secretary of the Company, provided that the signature of any such person may be engraved, lithographed or otherwise mechanically reproduced thereon. Any certificate bearing the facsimile reproduction of the signature of any of such authorized persons shall be deemed to have been manually signed by him and shall be as valid to all intents and purposes as if it had been manually signed, notwithstanding that the person whose signature is so reproduced shall, at the time that the certificate is issued or on the date of such certificate, have ceased to be an officer or director of the Company, as the case may be.

ARTICLE 2. TRANSFER OF SHARES. A register of transfers shall be kept in the Province of Quebec either at the head office or at such other office or place in the Province of Quebec as may be established, from time to time, by resolution of the Board of Directors, and one or more branch registers of transfers may be kept at such office or offices of the Company or other place or places within the Province of Quebec or elsewhere as may, from time to time, be appointed by resolution of the Board of Directors. Such register of transfers and branch registers of transfers shall be kept by the Secretary or by such other officer or officers as may be specially charged with the duty or by such agent or agents as may be appointed, from time to time, for the purpose by resolution of the Board of Directors.

All transfers and transmissions of shares of the share capital of the Company shall be entered and particulars of all such transfers and transmissions shall be recorded in the register of transfers or in a branch register of transfers. Entry of the

transfer or transmission of any shares of the share capital of the Company in the register of transfers or in a branch register of transfers, whether kept at the head office or elsewhere, shall be a complete and valid transfer or transmission, as the case may be. All shares of the share capital of the Company shall be transferable on the register of transfers or on any branch register of transfers, regardless of where the certificate representing the shares to be transferred or transmitted shall have been issued.

A book or books shall be kept at the head office of the Company in which shall be recorded a copy of the particulars of every transfer and transmission of shares of the share capital of the Company entered on every branch register of transfers.

No transfer or transmission of shares of the share capital of the Company shall be valid nor shall the same be entered in such register of transfers or branch register of transfers, unless or until the certificates representing the shares to be transferred or transmitted, as the case may be, have been surrendered and cancelled.

ARTICLE 3. CLOSING OF BOOKS. The Board of Directors may, from time to time, close the register of transfers and the branch registers of transfers, if any, for any time or times not exceeding in the whole sixty (60) days in each financial year of the Company on giving notice by advertisement in some newspaper published in the place within the Province of Quebec where the register of transfers is kept and in some newspaper or newspapers published in the place or respective places where the branch register of transfers or branch registers of transfers are kept, or, in lieu of providing for the closing of such register or registers as aforesaid, the Board of Directors may fix in advance a date not exceeding thirty (30) days preceding the date of any meeting of shareholders of the Company or the date for the payment of any dividend or the date for the allotment of any rights as a record date for the determination of the shareholders entitled to receive notice of any such meeting and of any adjournment thereof or to receive payment of any such dividend or to be allotted any such rights so that, in such case, such shareholders, and only such shareholders, as shall be shareholders of record on the date so fixed shall be entitled to receive such notice or to receive payment of such dividend or to be allotted such rights, as the case may be, notwithstanding any transfer of any shares on the books of the Company after such record date fixed as aforesaid.

ARTICLE 4. TRANSFER AGENTS AND REGISTRARS. The Board of Directors may appoint or remove, from time to time, transfer agents and/or registrars of transfers and transmissions of shares of the share capital of the Company and, subject to the laws governing the Company, make regulations generally, from time to time, with reference to the transfer and transmission of the shares of the share capital of the Company. Upon any such appointment being made,

all certificates representing shares of the share capital of the Company thereafter issued shall be countersigned by one of such transfer agents and/or one of such registrars of transfers and shall not be valid unless so countersigned.

BY-LAW SIX

FINANCIAL PERIOD

The financial period of the Company shall end on the thirty-first day of December in each year.

BY-LAW SEVEN

CONTRACTS, CHEQUES, DRAFTS, BANK ACCOUNTS

ARTICLE 1. CONTRACTS. All deeds, documents, transfers, contracts, engagements, bonds, debentures and other instruments requiring execution by the Company shall be signed by the Chairman of the Board, if any, or the President or any Vice-President or any director and the Secretary or Treasurer or the Secretary-Treasurer or any Assistant-Secretary or any Assistant-Treasurer or any other director or as the Board of Directors may otherwise authorize, from time to time. Any such authorization may be general or confined to specific instances. Save as aforesaid or as otherwise provided in the by-laws of the Company, no director, officer, agent or employee shall have any power or authority to bind the Company by any contract or engagement or to pledge its credit.

The Company may enter into contracts or transact business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, and any such contract or transaction shall not be invalidated or in any way affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract; provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed or known to the other directors acting upon or in reference to such contract or transaction.

ARTICLE 2. CHEQUES AND DRAFTS. All cheques, bills of exchange or other orders for the payment of money, notes or other evidences of indebtedness issued, accepted or endorsed in the name of the Company shall be signed by such director or directors, officer or

officers, agent or agents of the Company and in such manner as shall be determined, from time to time, by resolution of the Board of Directors and any one of such directors, officers or agents may alone endorse notes and drafts for collection on account of the Company through its bankers and endorse notes and cheques for deposit with the Company's bankers for the credit of the Company or the same may be endorsed "for collection" or "for deposit" with the bankers of the Company by using the Company's rubber stamp for the purpose. Any one of such directors, officers, or agents so appointed may arrange, settle, balance and certify all books and accounts between the Company and the Company's bankers and may receive all paid cheques and vouchers and sign all the bank's forms of settlement of balance and release or verification slips.

ARTICLE 3. DEPOSITS. The funds of the Company may be deposited, from time to time, to the credit of the Company with such bank or banks or trust company or trust companies or with such bankers as the Board of Directors may approve, from time to time.

ARTICLE 4. DEPOSIT OF SECURITIES FOR SAFEKEEPING. The securities of the Company shall be deposited for safekeeping with one or more bankers, trust companies or other financial institutions in Canada or elsewhere to be selected by the Board of Directors. Any and all securities so deposited may be withdrawn, from time to time, only upon the written order of the Company, signed by such director or directors, officer or officers, agent or agents of the Company and in such manner as shall be determined, from time to time, by the Board of Directors and such authority may be general or confined to specific instances. Any institution which may be so selected as custodian by the Board of Directors shall be fully protected in acting in accordance with the directions of the Board of Directors and shall in no event be liable for the due application of the securities so withdrawn from deposits or the proceeds thereof.

BY-LAW EIGHT

DECLARATIONS

The Chairman of the Board, if any, President, Vice-Presidents, Treasurer, Secretary, Secretary-Treasurer, Assistant-Treasurers, Assistant-Secretaries, General Manager, Managing Director, Accountant, Assistant-Accountants, Chief Clerk or other officers or persons nominated for the purpose by the Chairman of the Board or the President or any Vice-President are, and any one of them is authorized and empowered to appear and make answer for, on behalf and in the name of the Company to all writs, orders and interrogatories upon articulated facts issued out of any court and to declare for, on behalf and in the name of the Company any answer to writs of attachment by way of garnishment in which the Company is garnishee; and said officers and persons are or any one of them is authorized and empowered to make all affidavits and sworn

declarations in connection therewith or in connection with any and all judicial proceedings to which the Company is a party and to make demands of abandonment or petitions for winding-up or bankruptcy orders upon any debtor of the Company and to attend and vote at all meetings of creditors of the Company's debtors and grant proxies in connection therewith; and any two of said officers or persons are authorized to appoint by general or special power or powers of attorney any person or persons, including any person or persons other than those officers and persons hereinbefore mentioned, as attorney or attorneys of the Company to do any of the foregoing things.

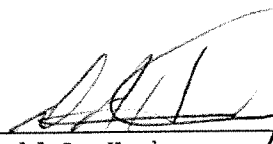
Adopted by the directors on May 22, 1987.

Approuved, ratified and confirmed by the shareholders on June 29, 1987.

Signed July 24, 1995.



Michael Smith, President



Donald A. Humby, secrétaire

**RESSOURCES MENORA INC.
MENORA RESOURCES INC.**

SPECIAL BY-LAW A-2003

- (a) The 24,021,185 Common Shares of the Company, issued and outstanding, be and are hereby consolidated into 3,002,648 Common Shares, on the basis of eight (8) Common Shares for one (1) Common Share.
- (b) The name of the Company be changed to Mengold Resources Inc./Ressources Mengold inc. or such other name acceptable to l'*Inspecteur général des institutions financières*.
- (c) Section 1 of the Articles of Incorporation of the Company be repealed and replaced by the following:

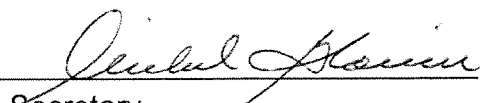
"Mengold Resources Inc./ Ressources Mengold inc."
- (d) The Company file Articles of Amendment as well as any form or document required under the Companies Act (Québec).
- (e) Any director or officer of the Company be and he is hereby authorized to sign on behalf of the Company, any form, as well as the Articles of Amendment, such signature constituting evidence of the authorization of the Company to file such Articles, and to perform any other act necessary to give effect to the foregoing.
- (f) The Board of Directors of the Company be and it is hereby authorized to annul the present By-Law to the issuance of the Articles of Amendment.

Adopted by the directors on May 15, 2003.

Ratified by the shareholders on June 26, 2003.



President



Secretary